

RAPPORT N° 2024/1-03
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 Février 2024

OBJET : PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LE RENOUELEMENT DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA RUE JULIETTE DODU – TRANCHE 1 – COMMUNE DE SAINT-DENIS

Dans le cadre de la continuité des efforts déployés pour l'amélioration des conditions de vie des habitants de son territoire, la CINOR s'est engagée dans une programmation pluriannuelle de travaux avec pour objectif la réhabilitation des ouvrages publics d'assainissement des eaux usées qui, de part leurs caractéristiques, leur localisation et leur vétusté, génèrent des nuisances récurrentes.

La présente opération a pour objet la réhabilitation des collecteurs d'eaux usées de la rue de Juliette Dodu entre la rue Labourdonnais et la rue Pasteur à Saint-Denis. Il s'agira notamment de procéder au renforcement, à la restructuration et la rénovation des réseaux d'assainissement qui, de part leurs caractéristiques (*tronçons à faible pente et ponctuellement à contre-pente*) génèrent des problèmes d'exploitation récurrents (*débordements et nuisances olfactives*).

Les travaux, consisteront notamment en :

- la pose de canalisations assainissement, diamètre 160 à 200 mm PVC;
- la réalisation des terrassements en tranchées correspondants ;
- au report des branchements existants sur les nouveaux collecteurs ;
- la réalisation des revêtements de chaussées définitifs, sur tranchées, en enrobés à chaud ;
- la signalisation et pré-signalisation du chantier ;
- les opérations de réception et de vérification des réseaux neufs ;
- la condamnation des ouvrages existants ;
- la gestion, l'évacuation, la valorisation des déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Le marché ne sera pas alloté

L'enveloppe affectée à cette opération d'assainissement s'élève **750 000,00 € HT**.

Puisque les travaux d'assainissement sont éligibles aux aides financières allouées par l'office de l'eau de la Réunion (OLE – 30% des dépenses éligibles) aux collectivités, la CINOR souhaiterait solliciter auprès de cet organisme des subventions selon le plan de financement ci-dessous :

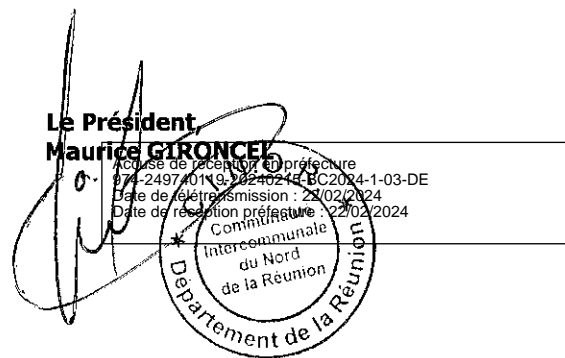
	Participation Office de l'eau		CINOR
Montant prévisionnel de l'opération € HT	Dépense éligible € HT	Subvention (30% de la dépense éligible) €	Participation
750 000,00 €	222 000,00 €	66 600,00 €	683 400,00 €
100%		8,88%	91,12%

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan de financement précédent pour les travaux de renouvellement du réseau d'assainissement collectif de la rue Juliette Dodu - Tranche 1 – Commune de Saint Denis,
- autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'office de l'Eau de la Réunion, d'une subvention d'un montant de **66 600,00 €** sur la base du montage financier précédent,
- approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, **683 400,00 € H.T**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2024/1-03
du Bureau de la Communauté
en séance du 15 février 2024**

OBJET

**PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LE RENOUVELLEMENT
DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA RUE JULIETTE DODU – TRANCHE 1 – COMMUNE DE
SAINT-DENIS**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de Travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, Veolia eau ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2024/1-03 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240215-BC2024-1-03-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement suivant pour les travaux de renouvellement du réseau d'assainissement collectif de la rue Juliette Dodu - Tranche 1 – Commune de Saint Denis.

	Participation Office de l'eau		CINOR
Montant prévisionnel de l'opération € HT	Dépense éligible € HT	Subvention (30% de la dépense éligible) €	Participation
750 000,00 €	222 000,00 €	66 600,00 €	683 400,00 €
100%		8,88%	91,12%

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'office de l'Eau de la Réunion, une subvention d'un montant **66 600,00 €** sur la base du montage financier précédent.

ARTICLE 3

D'approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, soit **683 400,00 € H.T.**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 14
Suffrages exprimés : 14
Vote pour : 14
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde **22 FEV 2024**

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

